



ASSISTANCE
PUBLIQUE



HÔPITAUX
DE PARIS

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°25-027

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : **Fourniture de fruits, légumes et pommes de terre 1^{ère}, 4^{ème} et 5^{ème} gamme et issu de l'agriculture biologique**

Pour la période d'exécution d'une durée ferme de **24 mois** allant de la date du 01/02/2026 jusqu'au 31/01/2028, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six (6) mois avant la date de fin du marché, soit à compter du 01/08/2027.

Ce document comprend 25 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 1 sur 25

SOMMAIRE

1. Dispositions Générales	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Lieu d'exécution des prestations.....	4
2. Organisation de l'achat.....	4
2.1 Forme du marché.....	4
2.2 Allotissement - fractionnement.....	4
2.3 Durée.....	4
3. Dispositions financières	5
3.1 Forme des prix.....	5
3.2 Prix définitif.....	5
4. Documents contractuels	6
5. Commande – Livraison – Réception.....	7
5.1 Commandes (ou ordres de service).....	7
5.2 Dématérialisation des bons de commandes	7
5.3 Livraisons	8
5.4 Conditionnement.....	8
5.5 Admission.....	8
6. Contrôle – suivi du marché.....	8
6.1 Contrôle.....	9
6.2 Suivi du marché	9
6.3 Garantie.....	9
7. Modification du marché public.....	9
7.1 Clause de réexamen.....	9
7.2 Modification de références en cours de marché.....	9
7.3 Changement de dénomination sociale du Titulaire	10
7.4 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	10
8. Obligations du prestataire	10
8.1 Données statistiques.....	10
8.2 Certificats	11
8.3 Fichier catalogue.....	11

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 2 sur 25

8.3.1 Organisation des catalogues :.....	11
8.3.2 Définition des rôles des intervenants :.....	11
8.3.3 Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation :	12
8.4 Secret professionnel et confidentialité	12
8.5 Accès aux établissements – Identification.....	13
8.6 Grèves.....	13
8.7 Diffusion des fiches techniques	13
8.8 Vente à des tiers	14
9. Facturation – Paiement	14
9.1 Facturation	14
9.2 Paiement	15
9.3 Avances.....	15
10. Assurances	15
11. Nantissement et garantie	15
12. Retenue de garantie.....	15
13. Pénalités – Résiliation.....	15
13.1 Pénalités.....	16
13.2 Résiliation	16
14. Litiges	16
15. Dérogations.....	16

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 3 sur 25

1. Dispositions Générales

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la « **Fourniture de fruits, légumes et pommes de terre 1^{ère}, 4^{ème} et 5^{ème} gamme et issu de l'agriculture biologique.** »

Le détail des prestations faisant l'objet du marché est précisé dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans les lieux où siègent les différents établissements hospitaliers de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. Organisation de l'achat

2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

2.2 Allotissement - fractionnement

L'ensemble des prestations sont réparties en lots comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot	Quantités prévisionnelles annuelles totales
1	Fourniture de FRUITS ET LEGUMES 1 ^{er} , 4 ^e et 5 ^e gamme et issus de l'agriculture biologique	1 ^{ER} GAMME : 3 089 100 PIECES 1 ^{er} GAMME : 72 775 KG 4 ^e GAMME : 18 300 KG
2	Fourniture de FRUITS ET LEGUMES 1 ^{er} , 4 ^e et 5 ^e gamme et issus de l'agriculture biologique et EN CIRCUIT COURT 1 ^{er} , 4 ^e et 5 ^e gamme	1 ^{ER} GAMME : 310 900 PIECES 1 ^{ER} GAMME : 24 060 KG 4 ^e GAMME : 6 050 KG 5 ^e GAMME : 200 KG
3	Fourniture de FRUITS ET LEGUMES 1 ^{er} , 4 ^e et 5 ^e gamme conventionnels	1 ^{ER} GAMME : 112 330 KG 1 ^{ER} GAMME : 1 686 100 PIECES 4 ^e GAMME : 184 000 KG 5 ^e GAMME : 36 400 KG
4	Fourniture de POMMES DE TERRE 5 ^e gamme	71 969 KG

Les proportions entre la partie de produits listés (BPU) et la partie complémentaire représentée par le catalogue sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

N° de lot	Part produits listés - BPU (% du volume financier annuel du lot)	Part catalogue – HBPU (% du volume financier annuel du lot)
Tous les lots	95 %	5 %

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 4 sur 25

2.3 Durée

Les accords-cadres issus de la consultation sont conclus pour la période d'exécution d'une durée ferme de **24 mois** allant de la date du 01/02/2026 jusqu'au 31/01/2028, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six (6) mois avant la date de fin du marché, soit à compter du 01/08/2027.

Les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la consultation demeurent exécutoires. La dernière livraison ne pourra avoir lieu que **2 mois** au plus tard après la période de validité du marché.

3. Dispositions financières

3.1 Forme des prix

Tous les lots sont à prix unitaires pour l'ensemble des prestations listées au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ne s'engage sur aucun montant minimum sur la durée totale du marché.

Le Titulaire s'engage sur un montant maximum représenté par **200 %** du montant du lot valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché.

3.2 Prix définitif

PRIX REVISABLES :

Lot 1 : Fourniture de FRUITS ET LEGUMES 1^{er}, 4^e et 5^e gamme et issus de l'agriculture biologique

Pour les lignes 1 à 26 du BPU, les révisions se font selon la fréquence indiquée sur l'annexe financière et technique. Les prix sont révisables en fonction de l'évolution du barème du titulaire en cohérence avec l'indice d'éloignement de la cotation RNM M.I.N. Rungis calculé lors du dépôt de leur offre.

Les démarrages de saison seront établis de la même façon, sur la base de la dernière moyenne hebdomadaire connue sur l'indice correspondant figurant sur l'annexe financière et technique.

Les révisions mensuelles interviendront le 20 de chaque mois pour une application au 1^{er} du mois suivant, sur la base de la dernière moyenne hebdomadaire connue.

Les révisions semestrielles interviendront la 1^{ère} semaine de septembre pour application le 1^{er} octobre ainsi que la 1^{ère} semaine de Février pour une application le 1^{er} mars, sur la base de la moyenne des indices mensuels du semestre précédent.

Pour les lignes 27 à 37 du BPU, les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché, soit :

- Le 01/02/2027

Lot 2 : Fourniture de FRUITS ET LEGUMES 1^{er}, 4^e et 5^e gamme et issus de l'agriculture biologique et EN CIRCUIT COURT 1^{er}, 4^e et 5^e gamme

Pour les lignes 2 à 13 du BPU, les révisions se font selon la fréquence indiquée sur l'annexe financière et technique. Les prix sont révisables en fonction de l'évolution du barème du titulaire en cohérence avec l'indice d'éloignement de la cotation RNM M.I.N. Rungis calculé lors du dépôt de leur offre.

Les démarrages de saison seront établis de la même façon, sur la base de la dernière moyenne hebdomadaire connue sur l'indice correspondant figurant sur l'annexe financière et technique.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 5 sur 25

Les révisions mensuelles interviendront le 20 de chaque mois pour une application au 1er du mois suivant, sur la base de la dernière moyenne hebdomadaire connue.

Les révisions semestrielles interviendront la 1ère semaine de septembre pour application le 1er octobre ainsi que la 1ère semaine de Février pour une application le 1er mars, sur la base de la moyenne des indices mensuels du semestre précédent.

Pour les lignes 1 et de 14 à 23 du BPU, les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché, soit :

- Le 01/02/2027

Lot 3 : Fourniture de FRUITS ET LEGUMES 1^{er}, 4^e et 5^e gamme conventionnels

Pour les lignes 1 à 31 du BPU, les révisions se font selon la fréquence indiquée sur l'annexe financière et technique. Les prix sont révisables en fonction de l'évolution du barème du titulaire en cohérence avec l'indice d'éloignement de la cotation RNM M.I.N. Rungis calculé lors du dépôt de leur offre.

Les démarrages de saison seront établis de la même façon, sur la base de la dernière moyenne hebdomadaire connue sur l'indice correspondant figurant sur l'annexe financière et technique.

Les révisions mensuelles interviendront le 20 de chaque mois pour une application au 1er du mois suivant, sur la base de la dernière moyenne hebdomadaire connue.

Les révisions semestrielles interviendront la 1ère semaine de septembre pour application le 1er octobre ainsi que la 1ère semaine de Février pour une application le 1er mars, sur la base de la moyenne des indices mensuels du semestre précédent.

Pour les lignes 32 à 71 du BPU, les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché, soit :

- Le 01/02/2027

Lot 4 : Fourniture de POMMES DE TERRE 5^e gamme

les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché, soit :

- Le 01/02/2027

Pour les révisions annuelles : La révision est régie par les dispositions suivantes :

Formule utilisée

$$P_n = P_{n-1} * \left(\frac{K_n}{K_{n-1}} \right)$$

Avec :

P_n : Prix de règlement après l'ajustement de l'année n ;

P_{n-1} : Prix ajusté année n-1, à défaut le prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

K_n : Moyenne des 12 derniers indices connus même provisoires 2 mois avant la date d'effet de l'ajustement de prix ;

K_{n-1} : Moyenne des 12 indices antérieurs à ceux utilisés pour calculer K_n.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 6 sur 25

Indice(s) utilisé(s) :

N° de lot	Lignes BPU concernées	Indice Insee applicable
1	Pour les lignes 27 à 37 du BPU	010767616 : Indice brut de la production industrielle (base 100 en 2021) - Transformation et conservation de fruits et légumes (NAF rév. 2, niveau groupe, poste 10.3)
2	Pour les lignes 1 et de 14 à 23 du BPU	
3	Pour les lignes 32 à 71 du BPU	
4	L'ensemble du BPU	010767618 : Indice brut de la production industrielle (base 100 en 2021) - Préparations et conserves à base de pommes de terre (NAF rév. 2, niveau classe, poste 10.31)

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

ELABORATION DES TARIFS DES FRUITS 1ERE GAMME

L'élaboration des tarifs à intégrer dans les Annexes financières et techniques pour les **fruits ayant des fréquences de révision mensuelles** se fait de la façon suivante :

- Identification du tarif de la semaine de référence, en fonction de l'indice M.I.N Rungis choisi

Réseau des
Nouvelles des
Marchés

Bilans de campagne

Restauration collective

Le RNM

PRIX PAR MARCHÉ

PRIX PAR PRODUIT

 > Marchés > Fruits et Légumes > Grossistes > MIN de Rungis : fruits et légumes bio

MIN de Rungis : fruits et légumes bio (cours Grossistes)

semaine 27 du 30-06-2025 au 06-07-2025

autre date

OK Imprimer

JJ-MM-AA ou JJMMAA

[définition, méthodologie](#)

[Historique 12 mois](#)

[toutes les dates du marché](#)

[téléchargement des données](#)

[Dernière moyenne mensuelle](#)

Réseau des
Nouvelles des
Marchés

Bilans de campagne

Restauration collective

Le RNM

PRIX PAR MARCHÉ

PRIX PAR PRODUIT

 > Marchés > Fruits et Légumes > Grossistes > MIN de Rungis : fruits et légumes bio

MIN de Rungis : fruits et légumes bio (cours Grossistes)

prix moyens mensuels du 01-07-2024 au 30-06-2025

autre date de fin

OK Imprimer

(date quelconque dans le mois) JJ-MM-AA ou JJMMAA

[Voir dans un tableau : moyennes mensuelles](#)

[Voir dans un tableau : moyennes hebdomadaires](#)

Le système calcule des moyennes arithmétiques : attention, sur la période considérée, une seule cotation est suffisante pour obtenir la moyenne de la période. Lorsqu'un produit a de fortes variations saisonnières, la signification d'un prix moyen sur une périodicité mensuelle peut être faible. Vous pouvez cliquer sur le libellé pour vérifier les cotations prises en compte dans le calcul de la moyenne mensuelle.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 7 sur 25

- Identification de la **première semaine de disponibilité** pour le fruit concerné

MIN de Rungis : fruits et légumes bio - RNM									
mercuriale Fruits et Légumes - cours Grossistes en euro HT									
moyennes hebdomadaires du 08-07-2024 au 06-07-2025									
libellé	unité	s12 2025	s13 2025	s14 2025	s15 2025	s16 2025	s17 2025	s18 2025	s19 2025
FRAMBOISE France biologique barq.125g	le kg								24,6
FRAMBOISE U.E. biologique barq.125g	le kg	23,44	24,57	24,24	21,88	19,44	19,44	18,13	18,67
GINGEMBRE Import biologique	le kg	5,84	6,01		6,64	6,56	5,89	5,84	5,93
GRENADE France biologique	le kg								
HARICOT à écosser France biologique	le kg								
HARICOT VERT France biologique	le kg								10,78
HARICOT VERT U.E. biologique	le kg	7,59	6,97	6,76	6,29	5,74	6,1	5,91	5,73
KAKI France biologique	le kg								
KAKI U.E. biologique	le kg								
KIWI Gold France biologique	le kg								
KIWI Gold Import biologique	le kg								
KIWI Gold U.E. biologique	le kg	4,95	4,95						
KIWI Hayward France biologique	le kg	4,74	4,69	4,51	4,55		4,86	5,16	
KIWI Hayward Import biologique	le kg								
KIWI Hayward U.E. biologique	le kg	3,89	3,88	4,07	3,71	3,6	3,97	3,95	4,53
LAITUE Batavia France biologique	la pièce	1,17	1,15	1,17	1,12	1,01	1,09	1,09	1,11
LAITUE Feuille de chêne France biologique	la pièce	1,19	1,16	1,16	1,11	1,04	1,07	1,11	1,11
LAITUE romanesco France biologique	la pièce	1,19	1,16	1,16	1,11	1,04	1,07	1,11	1,11

- Report de la valeur identifiée pour la première semaine de disponibilité dans la colonne N de l'« **annexe financière et technique** »

n°cctp	Libellé produit demandé	Label exigé	Dénomination commerciale des produits proposés	Indice RNM MIN Rungis associé	Fréquence de révision	Tarif RNM semaine de référence €/kg	Unité de facturation	Quantité d'unité de facturation	Prix AP-HP unitaire (€ HT/UF)
exemple	FRAMBOISE Pleine saison	Sans objet	Barquette Framboise rouge	FRAMBOISE France biologique barq.125g	Mensuelle	24,6	KG	500,00	21,00
1	ABRICOT BIO	AGRICULTURE BIOLOGIQUE			Mensuelle		KG	3 700	
2	ANANAS BIO	AGRICULTURE BIOLOGIQUE			Semestrielle		KG	3 600	

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- Révision de prix à la demande de l'AP-HP :

Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.

- Révision de prix à la demande du Titulaire :

La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 %.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 8 sur 25

Clause de prix promotionnels :

Le Titulaire qui applique une promotion sur son tarif général doit en faire bénéficier l'APHP à condition que :

Les produits faisant l'objet de la promotion soient présents sur le marché

Les prix résultant de la promotion soient inférieurs aux prix applicables sur le marché.

Dans ce cas, le Titulaire doit adresser à ACHAT au minimum 7 jours avant la mise en œuvre, le tarif promotionnel en lui indiquant la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif sera annexé au marché sans qu'il ne soit nécessaire d'établir une modification de marché

Les factures émises devront faire explicitement référence au tarif promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix contractualisés au marché entreront de nouveau en vigueur.

Dématérialisation :

En cas d'utilisation de l'envoi dématérialisé des bons de commande, le fournisseur s'engage à actualiser le "catalogue marché" pour les catalogues externes selon la procédure en vigueur, aussi souvent que nécessaire, tout au long de l'exécution du marché, périodes de reconduction comprises.

L'AP-HP validera la nouvelle version du catalogue qui lui sera proposée par le fournisseur via la plate-forme de dématérialisation des bons de commande et de gestion des catalogues.

Les prix révisés ne pourront prendre effet qu'après la mise en production du nouveau catalogue électronique par le fournisseur qui aura été préalablement validé par l'AP-HP sur la plateforme, dans le cas de gestion des catalogues externes.

A défaut de mise à jour, les prix du catalogue électronique en production continueront de s'appliquer.

Dans ce cas, les factures non conformes aux montants engagés à partir du catalogue électronique seront rejetées par l'AP-HP.

4. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques, notamment : **Le Bordereau des prix unitaires (BPU)**
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021.

5. Commande – Livraison – Réception

5.1 Commandes

Elles seront établies par les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché, pour une durée maximale de 2 mois.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 9 sur 25

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début prévisionnelle du marché : 01/02/2026.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

5.2 Dématérialisation des bons de commandes

L'AP-HP a déployé une solution permettant de dématérialiser l'ensemble du cycle de vie de la commande (mise en place de catalogues électroniques, envoi de la commande signée électroniquement, mise en place du bordereau de livraison, renvoi de l'accusé de réception en vue de fiabiliser la facturation).

Dans le cadre de cette consultation, l'adhésion au portail de dématérialisation est souhaitée dans les conditions prévues au présent CCAP et son annexe décrivant la solution de dématérialisation du processus de commande à l'AP-HP.

Elle se traduit par la signature, après la notification du ou des marchés, d'un contrat par le mandataire du marché le consortium de prestataires de l'AP-HP éditeurs de la solution PROACTIS/HOSPITALIS et par le règlement des factures y afférentes telles que définies en annexe du présent document.

Le titulaire du marché s'engage à créer dès la notification du marché, pour la gestion des catalogues externe, un catalogue marché issu du bordereau de prix de l'offre correspondant aux fournitures objets du présent marché et comportant les attributs et données spécifiques à ce marché, pour la totalité des données dites obligatoires, et à le mettre à jour tout au long de son exécution.

Ces catalogues électroniques externes devront impérativement être limités au seul domaine d'achat objet du présent marché public.

Le périmètre retenu pour un catalogue correspondant à un marché exclut tous les autres domaines d'achats que le fournisseur serait susceptible d'approvisionner par ailleurs (dans le cadre d'autres marchés signés avec l'AP-HP ou hors de l'objet du présent marché).

Si ce catalogue n'est pas immédiatement disponible et que sa création comporte une difficulté particulière, l'AP-HP et le titulaire du marché pourront toutefois convenir d'un délai raisonnable de création du catalogue.

La décision d'accorder ce délai appartient à l'AP-HP dans la phase de mise au point du marché.

Le non-respect de ses engagements pourra entraîner l'application de pénalités de retard et éventuellement la résiliation du marché aux torts du titulaire.

5.3 Livraisons

La première livraison pourra avoir lieu dès le premier jour du marché (date prévisionnelle de démarrage : **date prévisionnelle le 01/02/2026**

La dernière livraison ne pourra avoir lieu que **2 mois** au plus tard après la période de validité du marché

Elles seront effectuées directement aux magasins et / ou dans les services des groupes hospitaliers, des pôles d'intérêt commun ou les services du siège suivant les besoins au jour et heure demandés, et seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou un transporteur) devra impérativement être accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le n° du marché, établis en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Dans l'hypothèse où le fournisseur est Titulaire de plus d'un marché issu de cette consultation, dans le cas de regroupement par un même site d'une ou plusieurs commandes inférieures à euros HT ou d'un poids inférieur à kg, et entraînant une livraison commune, aucun surcoût ne sera appliqué par le Titulaire.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 10 sur 25

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- la date d'expédition ;
- la référence du bon de commande ou de l'ordre de service (n° et date) ;
- l'identification du Titulaire du marché ;
- l'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ;
- le n° du marché.
- -le n° du ou des lots de fabrication dans les cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage

Les livraisons seront effectuées en accord avec le responsable d'approvisionnement de chaque hôpital ou service et selon les conditions définies par celui-ci.

Les fournisseurs faisant appel à un transporteur devront lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

5.4 Conditionnement

Les emballages devront être solides et dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention.

En aucun cas, il ne sera accepté de colis d'un poids excédant 20 kg.

Chaque emballage comportera, de manière très lisible, l'indication en français du contenu et des quantités.

Les conditionnements définis et retenus par le fournisseur seront rigoureusement respectés pendant la durée d'exécution du marché. Ils devront être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

5.5 Admission

La réception et le contrôle des livraisons (donnant lieu à la signature d'un bon de livraison obligatoire) sont assurés par l'hôpital ou le service réceptionnaire, conformément au Chapitre V du cahier des clauses administratives générales en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence (ou autre document équivalent).

Conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, les livraisons peuvent faire l'objet de contrôle, soit d'opération de vérification. Lesdites vérifications seront faites avant 15 jours ; au-delà de ce délai, l'admission des fournitures est réputée acquise.

Le point de départ du délai est la date de la livraison ou d'exécution de la prestation au lieu désigné par les parties.

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières et observée à la réception par l'hôpital pourra entraîner un refus de livraison.

6. Contrôle – suivi du marché

6.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris vérifiera la bonne exécution des prestations du Titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

6.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 11 sur 25

répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

6.3 Garantie

Les fournitures ou les livrables prévus seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

7. Modification du marché public

7.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 Modification de références en cours de marché

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du Titulaire.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite à ACHAT un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation. En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité de 500 euros par ACHAT.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit (cas de rupture momentanée à ne pas faire subir aux sites) :

Cette demande de changement devra être faite à ACHAT 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par la Directrice d'ACHAT.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

Toute modification de référence temporaire ou définitive devra obligatoirement être accompagnée de la fiche technique avec la liste complète des allergènes contenu dans le produit.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 12 sur 25

7.3 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.4 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

8. Obligations du prestataire

8.1 Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir les données statistiques des commandes reçues (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) au service concerné.

Périodicité : à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

Support : courriel à l'adresse suivante :

SFEHR: veronique.haupas@aphp.fr

Type de fichier: EXCEL ou équivalent ou compatible

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 13 sur 25

- trimestre (1 caractère numérique -1 à 4-)
- n° de marché AP-HP⁽¹⁾
- n° de lot (si le fournisseur est Titulaire de plusieurs lots)
- hôpital / site⁽²⁾
- Code produit AP-HP
- référence commerciale du produit (uniquement pour Fournitures et Equipements)
- libellé du produit ou du service
- unité de facturation
- nombre de livraisons par produit et par hôpital
- quantité totale livrée (en unités de facturation)⁽³⁾
- prix unitaire HT
- montant total HT ⁽³⁾
- montant total TTC ⁽³⁾

⁽¹⁾ informations spécifiées sur la notification du marché

⁽²⁾ libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

⁽³⁾ ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

Contacter le Service pour toute précision complémentaire

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe sur les pénalités du présent document.

8.2 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

8.3 Fichier catalogue

Un catalogue correspond à un instant donné, à la description du contrat en vigueur ou marché (tarifs, libellés, références...).

8.3.1 Organisation des catalogues :

Le fournisseur renseigne le catalogue marché (format Excel) correspondant à l'ensemble des références articles et produits définis au marché selon les données obligatoires décrites à l'article sur la « dématérialisation des bons de commandes » du présent CCAP.

Pour information, certains catalogues gérés par l'AP-HP seront internes (l'AP-HP se chargeant de saisir l'ensemble des informations nécessaires pour enrichir les catalogues sur la plateforme de dématérialisation), d'autres seront partagés entre l'AP-HP et le fournisseur (certains attributs du catalogue sont renseignés par le fournisseur et d'autres par l'AP-HP). Un catalogue interne pourra par la suite devenir partagé et

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 14 sur 25

réciroquement au cours de l'exécution du marché, selon les accords qui seront convenus entre l'AP-HP et le fournisseur.

8.3.2 Définition des rôles des intervenants :

- Fournisseur :
 - Dans le cadre des catalogues partagés, il télécharge le catalogue marché à partir de la plateforme de dématérialisation « eContent » de PROACTIS (catalogue initié par l'AP-HP constitué des informations transmises lors de la soumission de son offre : bordereau de prix de l'appel d'offres) qu'il doit ensuite compléter à minima des données obligatoires du catalogue ;
 - Charge éventuellement son catalogue public (catalogue de tous ses produits avec tarification publique éventuellement remisé) dans le cadre de marchés de fournitures lorsque c'est prévu au marché pour les produits non contenus au niveau du bordereau de prix unitaire, en lien avec l'objet du marché et retenus après accord par l'APHP.
- PROACTIS :
 - Valide la conformité technique des données avec le format de recueil de données (fichier Excel décrits en **annexe 7**) défini par l'AP-HP (processus automatisé dans eContent) ;
 - Assiste les acheteurs de l'AP-HP et les fournisseurs dans l'utilisation d'eContent.
- Acheteur de l'AP-HP :
 - Charge le catalogue interne ou dans le cas de catalogue mixte, accepte ou rejette les propositions de création puis de mise à jour des catalogues grâce aux outils de comparaison rapide et de simulations mis à sa disposition dans eContent.
- Administrateur de catalogue AP-HP :
 - Enrichit les catalogues avec les données propres à l'AP-HP pour intégration dans le système de gestion économique et financière de l'AP-HP (exemple : attributs internes du produit permettant les imputations comptables).

8.3.3 Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation :

A l'article sur « la dématérialisation des bons de commandes » du présent CCAP ont été décrits les rôles en lien avec les différentes étapes de création du catalogue. Toute mise à jour se fera de la même manière.

Dans le cas d'une gestion des catalogues en mode partagé entre l'AP-HP et le fournisseur, ce dernier pourra utiliser la dernière version chargée. Il modifiera directement dans le catalogue au format Excel les données à mettre à jour (données contractuelles, photos, descriptions, fiches techniques...) et rechargera son catalogue dans eContent conformément aux stipulations du marché (signature d'avenant, clause de révision de prix...).

8.4 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 15 sur 25

du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

8.5 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 16 sur 25

8.6 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.7 Diffusion des fiches techniques

Le candidat retenu doit fournir à ACHAT sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché. Elles devront parvenir dans les meilleurs délais, au plus tard un mois, à compter de la réception de la lettre attribuant le projet de marché.

En cas de catalogue externe (dont la gestion est partagée avec ACHAT), le fournisseur enrichira lui-même la partie du catalogue relative aux fiches techniques et images du produit.

8.8 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

9. Facturation – Paiement

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 17 sur 25

- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande);
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

9.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

10. Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 18 sur 25

fautes de ces personnes ;

- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

11. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

12. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

13. Pénalités – Résiliation

L'article sur les pénalités du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

13.1 Pénalités

Pénalité de retard de livraison	Pénalités pour non-respect des conditions logistiques : Dans le cas où le titulaire n'effectue pas sa livraison dans les délais et pour les quantités fixées au bon de commande, ou ne l'a pas faite en qualité recevable, il est passible envers l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suit l'expiration des délais, d'une pénalité de 80 euros par jour de retard si aucune livraison de complément n'a lieu dans les 24 heures suivant la date de livraison initialement prévue.
Pénalités liées à la qualité et maturité des produits livrés (forfait de 500€)	<ul style="list-style-type: none">• En cas de non-respect de la saisonnalité des fruits indiquée dans l'Annexe financière et technique, quels qu'en soient les motifs, même liés aux phénomènes météorologiques (hors catastrophes naturelles) (un forfait par service non respecté, tous hôpitaux APHP confondus) ;• En cas de non-respect des circuits courts, ou producteurs annoncés dans le dossier technique, sans validation préalable de la centrale d'achat (un forfait par ligne de produit non conforme) ;• En cas de non-respect des labels indiqués dans l'Annexe financière et technique (un forfait par ligne de produit non conforme) ;• En cas de non-respect des spécifications techniques annoncées dans les fiches techniques (changements intempestifs de fiches techniques, un forfait par ligne de produit non conforme)• En cas de non-respect de la maturité « prêt à consommer » des produits à la livraison (un forfait par ligne de produit non conforme)
<i>Ces pénalités sont imputées au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture correspondante à la livraison suivante</i>	
Pénalité pour non-respect du délai de prévenance en cas de modification de référence	En cas de non-respect des obligations définies à <u>l'article 7.2</u> du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la modification de référence, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités définies dans ce même article.
Pénalité pour non-transmission des données statistiques	Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus à <u>l'article 8.1</u> du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de 30 euros par jour de retard à compter du 16^{ème} jour suivant la fin du trimestre.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 19 sur 25

Pénalité pour non-transmission des attestations fiscales et sociales	En cas de non-respect des obligations définies à l'article 8.2 du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.
--	--

13.2 **Résiliation**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

14. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

15. Dérogations

- L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».
- Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article « Facturation – Paiement » déroge à l'article 10.1 du CCAG FCS.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 20 sur 25

Annexe 1. Modèle souhaité pour les statistiques

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Nom du fournisseur	Année	Trim	Num marché	N lot	Hôpital / Site	Code produit APHP	Ref. Commerciale du produit	Libellé du produit	U. facturation	Nbre liv par hôpital	Nbre de liv. par produit et par hôpital	Quantité totale livrée	PU HT	Total HT	Total TTC
aaa	2023	3	232405	1	Charles Foix		1111	Produit « a	1 pièce	2	12	360	3,45	1 242,00	1 485,43
aaa	2023	3	232405	1	Charles Foix		12212	Produit b	1 kg		2	100	9,40	940,00	991,70
aaa	2023	3	232405	2	Charles Foix		4(315	Produit c	3 kg	1	1	27	36,85	994,95	1 049,67
aaa	2023	3	232405	3	Cochin		Sirala	Produit d	1 bidon de 1,2 l	2	6	180	12,40	2 232,00	2 669,47
aaa	2023	3	232405	1	Cochin		Sem50	Produit e	1 lot de 3		5	400	45,85	18 332,00	21 925,07
aaa	2023	3	232405	4	Lariboisière		1111	Produit a	1 pièce	1	4	200	3,45	690,00	825,24

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 21 sur 25

Annexe 2. Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

Achats Centraux Hôtelières Alimentaires et Technologiques	CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin Bicêtre	01-44-06-59-62
Agence Générale des Equipements et des Produits de santé (AGEPS)	7, rue du Fer à Moulin 75005 Paris – 1 », rue Lavoisier 92000 Nanterre	01-46-69-13-13
AP-HP. Sorbonne Université <ul style="list-style-type: none"> - Pitié – Salpêtrière - Charles Foix - Tenon - Saint Antoine - Rothschild - Armand Trousseau - La Roche Guyon 	<ul style="list-style-type: none"> - 47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS - 7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE - 4 rue de la Chine 75020 PARIS - 184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS - 5, rue Santerre 75012 PARIS - 25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS - 1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon 	01-42-16-00-00 01-49-59-40-00 01-56-01-70-00 01-49-28-20-00 01-40-19-30-00 01-44-73-74-75 01-30-63-83-30
AP-HP. Université Paris Saclay <ul style="list-style-type: none"> - Antoine Béchère - Bicêtre - Paul Brousse - Raymond Poincaré - Ambroise Paré - Sainte Péline – Rossini – Chardon Lagache 	<ul style="list-style-type: none"> - 157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART - 78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE - 14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF - 104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES - 9 Avenue Charles de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT - 11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS 	01-45-37-44-44 01-45-21-21-21 01-45-59-30-00 01-47-10-79-00 01-49-09-50-00 01-44-96-31-31
AP-HP. Hôpitaux universitaire Paris - Seine Saint Denis <ul style="list-style-type: none"> - Avicenne - Jean Verdier - René Muret / Bigottini 	<ul style="list-style-type: none"> - 125, Rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY - Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY Cedex - Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN 	01-48-95-55-55 01-48-02-66-66 01-41-52-59-99

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 22 sur 25

AP-HP. Centre – Université de Paris <ul style="list-style-type: none"> - Necker - HEGP - Corentin Celton - Vaugirard Gabriel Pallez - Cochin - Saint Vincent de Paul - Hôtel Dieu - Broca - La Rochefoucauld - La Collégiale 	<ul style="list-style-type: none"> - 149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS - 20 rue Leblanc 75 015 PARIS - 37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX - 10, rue Vaugelas 75015 PARIS - 27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS - 82, avenue Denfert-Rochereau 75014 PARIS - 1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4 - 54-56, rue Pascal – 75013 PARIS - 15, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS - 33 rue du Fer à Moulin 75005 PARIS 	<ul style="list-style-type: none"> 01-44-49-40-00 01-56-09-20-00 01-58-00-40-00 01-40-45-80-00 01-58-41-41-41 01-58-41-41-41 01-42-34-82-34 01-44-08-30-00 01-44-08-30-00 01-44-08-30-00
AP-HP. Nord – Université de Paris <ul style="list-style-type: none"> - Bichat-Claude Bernard - Beaujon - Louis Mourier - Robert Debré - Bretonneau - Fernand Widal 	<ul style="list-style-type: none"> - 46 rue Henri Huchard 75018 PARIS - 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY - 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES - 48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS - 23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS - 200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS 	<ul style="list-style-type: none"> 01-40-25-80-80 01-40-87-50-00 01-47-60-61-62 01-40-03-20-00 01-53-11-18-00 01-40-05-45-45

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 23 sur 25

- Lariboisière	- 2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS	01-49-95-65-65
- Saint Louis	- 1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS	01-42-49-49-49
- Hôpital Paul Doumer	- 1, Route de l'hôpital BP 10239 Labruyère 60140 LIANCOURT	03-44-31-55-00
AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor		
- Albert Chenevier	- 40 rue de Mesly 94010 CRETEIL	01-49-81-31-31
- Henri Mondor	- 51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL	01-49-81-21-11
- Emile Roux	- 1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES	01-45-95-80-80
- Joffre – Dupuytren	- 1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL	01-69-83-63-63
- Georges Clemenceau	- 1, rue Georges Clemenceau 91750 CHAMPCUEIL	01-69-23-20-20
Hospitalisation à Domicile	- 14 rue Vesale 75005 PARIS	01-42-16-08-50
Sécurité, Maintenance et Services (SMS)	- 14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-13
Service Central des Ambulances (S.C.A.)	- 28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-43
Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)	- 47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-44-06-59-00
Siège de l'AP-HP	- 55, Boulevard Diderot CS 22305 75610 PARIS CEDEX 12	01-40-27-30-00

Annexe 3. Condition de livraison – signalé -

Livraisons sur palette européenne 80 x 120 cm, réutilisable, filmée, d'une hauteur maximale de 1,70 m et d'un poids n'excédant pas 500 kg. Toute palette abîmée ou tombée pendant le transport sera systématiquement refusée.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 24 sur 25

La livraison de palettes d'une hauteur supérieure à 1,70 m ne s'effectuera qu'avec l'accord du responsable d'approvisionnement de l'hôpital.

Les camions devront obligatoirement être équipés d'un hayon élévateur, et / ou des matériels nécessaires au déchargement.

L'hôpital Vaugirard n'est accessible qu'aux camions dont la hauteur hors tout est inférieure à 3,05 mètres.

Le Groupe Hospitalier Pitié Salpêtrière n'est accessible qu'aux véhicules d'une hauteur maximale de 3,40 m et d'un tonnage maximal de 13 tonnes.

Le groupe hospitalier Bichat-Claude Bernard n'est accessible qu'aux camions d'une hauteur maximale de 3,40 m.

Les livraisons de produits de restauration pour l'hôpital Tenon se feront exclusivement de 6h à 10h au bâtiment Rabelais porte 20.

Les livraisons effectuées dans les hôpitaux de l'AP-HP devront respecter la tranquillité des riverains.

Pour l'hôpital BROCA en particulier : La cuisine centrale se situe à proximité d'une zone très résidentielle. Afin d'éviter les nuisances sonores, le candidat attributaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires quant au recours à des véhicules de livraison moins bruyants (véhicule silencieux, suppression de sonorisation de bip de recul ou bip de recule type cris du lynx). Une charte de bonne pratique est mise en place par l'hôpital BROCA, joint en annexe. Le titulaire s'engage à le faire appliquer par ses équipes ou les transporteurs auxquels il fait appel.

Le titulaire s'engage également à respecter **les articles 2 et 3 de l'arrêté n°2020P19283** réglementant la circulation, l'arrêt et le stationnement des véhicules de distributions ou d'enlèvement de marchandises à Paris.

AP-HP	Consultation n°25-027	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :31/7/25	Page 25 sur 25